

## DECLARATION FSU AU CSE DU 27 NOVEMBRE

En participant massivement à la grève et aux manifestations du jeudi 20 novembre, les personnels des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés ont montré leur mécontentement, leurs inquiétudes et exprimé avec force leurs désaccords quant à la politique éducative menée :

- **suppressions massives de postes** qui nuiront gravement et durablement aux élèves et aux personnels,
- **réformes du lycée, de la formation des maîtres** menées au pas de charge sans réelle consultation des personnels et largement contestées,
- **attaques contre l'école maternelle et les RASED** dans les écoles primaires,
- **projets de modification du fonctionnement des écoles** par la mise en place des EPEP ;
- **généralisation imposée du bac pro en 3 ans et suppression de toute formation au BEP** qui ne peuvent qu'augmenter le nombre de sorties sans qualification. La plupart des sujets à l'ordre du jour de ce CSE sont d'ailleurs la résultante de cette réforme contestée de la voie professionnelle ; les projets proposés, s'ils attestent d'un travail conséquent, ne font que cautionner une mauvaise réforme en ne tirant aucune conséquence de la situation des publics concernés.
- **conception de l'orientation réduite à l'insertion** et soumise aux possibilités locales d'emplois à court terme,
- **renforcement des inégalités** avec l'assouplissement de la carte scolaire,
- **différenciation des parcours scolaires au collège** sur la base du socle commun,
- **dévalorisation de nos métiers,**
- **attaques contre le paritarisme,**
- **limitation des conditions d'exercice du droit de grève** avec un service minimum d'accueil contesté qui a d'ailleurs montré ses limites ;

Les diminutions programmées du nombre de places aux concours de recrutement et des moyens de remplacement annoncent par ailleurs un recours massif à la précarité.

Dans ce contexte de fortes mobilisations, le ministre a choisi d'ajouter la provocation à sa politique du fait accompli et de la marche forcée en lieu et place du dialogue social, en manipulant les chiffres pour minimiser le succès de la grève unitaire des personnels et en tenant des propos mensongers pour caricaturer leurs revendications.

Il est pourtant plus que temps que le ministre renonce à ses choix rétrogrades, entende les exigences exprimées notamment dans la manifestation du 19 octobre et dans la grève et manifestations du 20 novembre, pour :

- que cessent le mépris, les mesures unilatérales imposées dans la précipitation et sans aucun dialogue social :
- exiger un autre budget,
- le maintien des RASED,
- la reconnaissance de l'école maternelle et de la scolarisation des moins de 3 ans,
- de meilleures conditions de travail des élèves au sein de la classe,
- le respect de la spécificité des différents métiers, le respect et la reconnaissance des personnels, bénéficiant d'une formation initiale et continue de haut niveau et d'une revalorisation,
- **une réforme des lycées qui reconnaisse les apports disciplinaires, respecte les métiers, définisse des parcours cohérents dans les 3 voies de formation afin de mener davantage de jeunes au baccalauréat, examen national garantissant l'accès au supérieur,**
- un véritable dialogue social, le respect du paritarisme et des droits syndicaux,

Le ministre doit engager de véritables négociations sur cette base avec les organisations syndicales. .../...

D'ores et déjà, de nouvelles actions se développent ou ont été décidées, comme par exemple ce 27 novembre dans un certain nombre de départements.

Le 29 novembre, les syndicats FSU du second degré lancent par ailleurs des **Etats Généraux des lycées**, première étape pour dessiner **les contours d'une autre réforme du lycée général, technologique et professionnel.**

Au-delà, les fédérations de l'éducation, les organisations de parents, de lycéens, d'étudiants, les associations pédagogiques ont décidé d'appeler à une **journée nationale unitaire de manifestations le mercredi 10 décembre.**

La FSU est partie prenante de cette initiative mais considère que l'absence de réponses claires aux exigences exprimées nécessitera de ne pas en rester là. **C'est dans ce sens qu'elle a proposé à ses partenaires une nouvelle grève unitaire d'ici la mi-décembre.**

La balle est dans le camp du ministre ; il doit entendre de manière urgente l'exaspération des personnels, parents et lycéens en lutte, revenir en arrière sur ses choix et prendre le temps d'une véritable concertation.

**La FSU rappelle son exigence d'un système éducatif rénové, capable de répondre aux défis et besoins du XXI<sup>ème</sup> siècle et d'assurer la réussite de tous les jeunes. Cette rénovation ne passe pas par les réformes ministérielles rétrogrades en cours, pilotées et contraintes par un budget en régression, mais par une réorientation profonde des mesures gouvernementales dans le sens d'une école plus juste et démocratique.**